L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, JEUDI 29 FÉVRIER 1872. 45me Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LICHT,
PROFESSEURS DE DANSE
NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI MATIN, 29 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par O. du Férjol, à midi, à l'Hôtel St.-Louis, la retraite du rez-de-chaussée—Meubles en briques à trois étages, rue Bourbon No 94.

Par E. Roger & Co., à bien salle d'encan, rue Vieille-Levée—Vente sans réserve de hottes, cordiers, brodequins, etc.

Par N. Viguié—Vente régulière de meubles au No. 123, rue de Chartres, entre St. Louis et Toulouse.

Par H. E. Montgomery, à sa salle d'encan, 57 rue du Camp—Vente régulière de meubles.

Par Holmes, Marks & Co., dans leur salle d'encan, No 32 de la rue de Chartres—Bagot, chaussures de messieurs, chapeaux, couvertes, malles, etc.

Par Visscher, Atelier & Co., dans leur salle d'encan, No 58, rue Vieille-Levée—Six caisses boîtes, cordiers et brodequins.

Par D. E. Morphy, sur la Levée, Premier District, au bas du pavage Bienville—Pontons de terre; au bout de la rue des Magnolias—jambons.

Chaussures à l'encan.—Aujourd'hui jeudi, 29 courant, MM. Voorhies, Atelier & Co, vendront dans leur salle d'encan de la rue de la Vieille Levée No 58, un assortiment de bottes, souliers et brodequins, pour hommes, femmes, fillettes, jeunes garçons et enfants. L'assortiment est complique et comprend toute espèce de chaussures, sera vendu sans réserve et mérite l'attention du commerce de la ville et de la campagne. Pour les conditions, voyez l'annonce à la tête des encans.

L'attention du commerce est dirigée sur la grande vente à crédit et sans réserve d'un stock de marchandises sèches et de fantaisie, comprenant un assortiment magnifique, qui aura lieu aujourd'hui, à 10 heures du matin, par le ministère de Thomas et Co, dans leur salle d'encan de la rue de la Douane Nos 91 et 93.

Jambons.—Jambons.—Voyez l'annonce d'un envoi de M. D. E. Morphy.

Faites imprimer vos Factures. Cartes, etc., au Bureau Libre vos reliures au Picayune Printing Office," 119 et 114, rue Lovedrac.

THEATRES.

Aujourd'hui, Jeudi.

OLYMPE.—L'Ombre.

ACADÉMIE.—Fleurs de thé.

CHARLES.—Stranger.

VARIÉTÉS.—Divorce.

FOOL FELLOWS.—Tom l'Aveugle.

Le Dernier Jour de la Législature.

Depuis que la Législature Warmoth s'est mise à législérer, il nous a été assez difficile de suivre ses travaux, à cause de la confusion qui y règne, et nous ne pourrions, en ce moment, indiquer exactement tous les actes qui ont définitivement passé. Il nous faudra attendre l'ajournement pour débrouiller ce chaos, et pour pouvoir donner le résumé de la législation accomplie pendant cette session.

Il ne nous plus qu'une journée à la majorité sans avoir été assez scrupuleuse que le gouverneur dirige, pour voter des lois. Ce que produira cette journée, nous ne sauvons le dire, mais il est clair qu'elle ne nous promet rien de bon, si nous jugeons de la fin par le début. Il n'est pas à supposer que l'Esprit Saint sera descendu, pendant la nuit, pour éclairer et convertir la famille des serpents qui obéit aux ordres de Warmoth, ni que ce dernier se sera avisé de changer, au dernier moment, sa politique.

Selon toute probabilité, nous nous réglerons donc, demain matin, sous l'empire d'une législation aussi mauvaise, si non pire, que celle qui existait il y a quinze jours, en ce qui concerne l'exercice des droits politiques, et avec un fardeau d'impôts plus lourd encore que celui qui a pesé si lourdement sur notre malheureux État depuis trois ans.

Dès que nous aurons exposé la situation critique et financière résultant de cette session si agitée et si funeste, nous examinerons l'attitude des différents partis et les prétentions que suggérées qu'elle vis inspirera, avec la circonspection et l'impartialité que nous avons toujours apportées dans l'expression de nos opinions, en n'ayant uniquement pour guides l'intérêt général et le salut de la Louisiane.

Il règne, en ce moment, une assez grande confusion dans les esprits; il y a un silence douloureux entre les divers éléments de résistance. Nous sommes désireux de dégager la vérité des voiles qui l'obscurcissent et de trouver la voie qui doit nous faire sortir de l'imbroglio actuel et nous conduire au port de la délivrance. Aucune considération de parti ou de personnes ne nous fera dévier de notre devoir, et nous nous efforcerons de rallier toute la population sainé sous une seule et même bannière, celle de la réforme.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—L'affiche annonce pour aujourd'hui la première représentation de l'*Ombre*, opéra comique en trois actes, de Flotow, au bénéfice de Mme Dumestre.

Les principaux rôles seront chantés par Mmes Dumestre et Naudi, MM. Blum et Olive.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Nous avons eu plaisir d'entendre, hier soir, Mlle Aimée dans le rôle de Boulotte de *Barbe-Bleue*. Cette artiste mérite réellement la réputation qui la précédait ici. Elle est gracieuse et jolie femme et elle a du talent comme chanteuse et comme comédienne. Elle joue et chante le rôle de Boulotte avec beaucoup de verve et de chic; son succès a été très franc. Il y a quelques jolies choses dans la troupe de Mlle Aimée et nous avons retrouvé une ancienne connaissance, M. Albert Alison, dans le rôle du Comte Oscar qu'il a déjà rempli au théâtre de l'Opéra.

Ce soir, l'opéra-bouffe de Lecoq *Fleur de Thé*.

Vendredi, la *Grande-Duchesse*.

WHISKY.—MM. Fairchild & Bingham, 91 et 93 rue des Magasins, ont vendu des milliers de barils de Whisky aux célèbres marques de "Rosedale", "Belle Belle" et "White Wheat", mentionnées au moins égales à toutes celles que portait Cincinnati. La demande a été si considérable que le stock de MM. Fairchild & Bingham a été complètement épuisé il y a environ trois semaines. L'Ohio étant heureusement redevenu navigable, un nouvel envoi de 500 barils leur est arrivé, et ils seront désormais en mesure de remplir tous les ordres de leurs clients et de numéro en général. 3

☞ Pour la commodité de ses amis du troisième District, l'agent des machines à coudre de Grover & Baker a établi un dépôt succursal pour la vente de ces machines rue Royale, 139.

PORTRAITS PHOTOGRAPHIQUES.—L'établissement de M. Anderson, rue du Canal No 151, est célèbre à la Nouvelle-Orléans et dans le Sud tout entier. Cette haute réputation est pleinement méritée. Les portraits de M. Anderson sont de véritables œuvres d'art; non seulement comme photographies, mais encore au point de vue matériel de la pose et de l'entente des effets de lumière. On peut recommander spécialement au public les portraits "Sun Pearl" qui sont une spécialité de l'établissement. ☞

☞ On ne peut songer à acheter une machine à coudre, sans faire un examen attentif de la machine "Domestic," 189 rue du Canal, chez M. S. Hedrick.

NOUVEAUTÉS.—La maison A. B. Griswold & Co., au coin des rues Canal et Royale, a à vendre un grand choix de nouveautés, tout neuf et au prix de l'or pour des billets. L'assortiment est considérable, et nous signalons cette occasion aux acheteurs comme une occasion rare et dont ils devraient profiter.

NOUVEAUTÉS.—Achetez une belle machine à coudre améliorée de Grover & Baker au nouveau local succursal de l'agence de vente rue Royale, 139.

La machine "Domestic" est la reine des machines à coudre, à prix de étonnants. Elle se vend au No 189, de la rue du Canal.

☞ La machine à coudre de Grover & Baker a eu cinq prix pendant que les autres n'en avaient qu'une dans toutes les foires où elle depuis quatre ans. Allez la voir au nouveau local succursal de la Compagnie, rue Royale, 139.

SOUSCRIPTION PATRIOTIQUE
DES RÉSIDENTS FRANÇAIS DE LA LOUISIANE.

Avec le concours des amis de la France pour le Monument en Terre-cuite Française.

Le trésorier du comité de la souscription, M. E. Merlin, de la maison Rochereau, nous prie d'annoncer qu'il est prêt à distribuer des listes pour la souscription ordinaire et la souscription mensuelle aux membres de comité et aux personnes qui désireront se charger de recueillir des souscriptions.

Nous continuerons à recevoir à l'*Abeille* les souscriptions ordinaires et mensuelles sur les nouvelles listes délivrées par le comité. Nous arrêtons notre première liste à la journée d'hier. Le total des six journées s'élève à $6,485 00. Nous prions les personnes qui ont souscrit sur cette première liste et qui n'ont pas remis en souvenirant le montant de leur contribution, de vouloir bien nous le faire parvenir, afin que nous versions entre les mains du trésorier le total ci-dessus, à partir de ce jour, le montant des souscriptions devra être versé immédiatement.

Nous publierons quotidiennement les souscriptions reçues au bureau de l'*Abeille* et hebdomadairement celles qui seront recueillies par d'autres personnes, au fur et à mesure des versements faits au trésorier.

Souscriptions recueillies au bureau de l'Abeille.

SIXIÈME JOURNÉE.
28 février 1872.

Lucien Mollo	$ 10 00
Jean Parlé	3 00
Une dame âgée, veuve	5 00
A. Dunand	20 00
J. P. Serrano	100 00
Mme A. F	10 00
Mlle A. V	10 00
Jules Tardos	50 00
Jh. Brugère	10 00
J. J. Rouzé	25 00
J. P. G. Lerrain, 15 francs en or	3 00
C. B. dame de la Bourgogne, 10 francs en or	2 00
Charles Gaillou ($1 par mois pendant la durée de l'occupation) 5 mois	5 00
E. Mandiegt ($5 par mois pendant la durée de l'occupation)	5 00
Total	$ 263 00
Montant des premières listes	6,222 00
Total des six journées	$6,485 00

Législature de la Louisiane.

Mercredi, 28 février 1872.

SÉNAT.—La séance est ouverte à midi.

M. Jenks appelle l'attention du Sénat sur la loi relative à la Compagnie du Chemin de fer du Nord de la Louisiane et du Texas. Après une vive discussion et malgré l'opposition de M. McMillan, la loi est adoptée par 26 voix contre 6.

Pour—Anderson, Autoine, Barber, Bowman, Butler, Campbell, Coupland, Daigle, Futch, Gallup, Harris, Hervil, Ingraham, Jenks, Kelso, Noland, O'Hara, Ray, Smith, Swords, Sybert, Thompson, Todd, Twitchell, Whitney, Wiltz—26.

Contre—Blackman, Hunsucker, Lynch, McMillan, Thomas, Plachback—6.

M. Campbell demande la suspension des règlements pour s'occuper sur le rapport du comité des élections dans l'affaire Pollard vs. McMillan.

La Chambre consent, et après la lecture du rapport, un vote unanime bonifiera l'élection de M. McMillan.

L'ordre du jour appelle la discussion sur la loi des appropriations générales.

La question du paiement des intérêts sur les bonds de quelques chemins de fer ayant été incidemment soulevée, M. Pinchback cède le fauteuil à M. Ingraham, et prend la parole.

Il fait allusion à la manière dont les personnes de couleur sont traitées sur les chemins de fer, notamment dans les trains de la Compagnie du Chattanooga qui appartient à des gens du Nord. Pourquoi dit-il, ne leur accorderait-on pas les mêmes privilèges qu'aux Anglais, aux Irlandais, aux Allemands et aux Italiens. Des promesses ont été faites; et elles ne sont pas remplies, la population de couleur perd sa confiance dans ses amis du Nord. Les gens du Sud sont prêts pour cette population, mais ils ne la trompent pas. Ce qu'ils promettent, ils le tiennent.

L'Assemblée a prouvé à vote des lois; ces lois sont restées à l'état de lettre morte. Si cette situation se prolonge, il faudra enfin qu'il soit fait une loi favorable de s'entendre avec les gens du Sud, que de se laisser tourner par ceux du Nord.

M. Pinchback ne veut pas, dit-il, faire un discours sur l'égalité de droits civils. Il a simplement pour but de poser la question. Il savait si, désormais, l'intérêt de la population de couleur n'est pas de s'allier avec les hommes du Sud.

M. Blackman à M. Pinchback:—Qui croyez-vous être assez naïf pour un meilleur sentiment, les hommes du Sud ou ceux du Nord.

M. Pinchback: Quand j'aurai éprouvé les gens du Nord un peu plus longtemps, je vous le dirai.

Après la discussion de M. Pinchback, le Sénat vote les diverses sections de la loi, et charge le secrétaire de porter le bill à la Chambre pour qu'il reçoive la sanction d'un double vote.

La séance est levée à 4 heures.

Séance du soir—La séance est reprise à 7 heures.

La loi de la consolidation des bonds de l'État et des licences est votée sans amendement.

M. Harris, président du comité général, annonce qu'il référera les lois d'intérêt local déjà passées par la Chambre, fait son rapport sur une trentaine de projets, que le Sénat approuve.

La loi d'incorporation de l'Académie des arts, des sciences et de médecine de la Louisiane est adoptée, ainsi qu'une autre qui a pour objet la création d'un hôpital pour la petite vérole et autres maladies contagieuses.

Un membre propose d'examiner la loi de la consolidation des fonds de la ville.

Le Sénat y consent.

Il se forme en comité exécutif et examine après la reprise de la séance publique, vote l'ajournement.

CHAMBRE.—La séance est ouverte à 11 heures, sous la présidence du speaker Brewster.

La Chambre adopte la résolution commune du Sénat interdisant la présentation d'aucune loi ou résolution pour allocation de fonds, après trois heures de l'après-midi demain.

La loi ayant pour objet la consolidation de la dette flottante de la ville est adoptée par 70 voix contre 8. Cette loi dispose que la dette flottante sera convertie en bonds portant intérêt à 8 pour cent par an. Elle fixe aussi une taxe pour l'entretien de la police métropolitaine et contient plusieurs amendements à la charte de ville.

Le comité des votes et moyens fait son rapport sur une loi d'appropriation générale. Notons une particularité de cette loi: elle autorise le surintendant des Ecoles publiques à prélever ses appointements (6000 par an) le affecté à l'entretien des écoles, tandis que les autres fonctionnaires sont payés en warrants lorsque le speaker a signé l'ordonnance à leur profit.

Le bill du Sénat sur la police métropolitaine est indéfiniment renvoyé.

M. Gardner, du comité des chemins de fer, présente son rapport sur une loi à l'effet d'incorporer la compagnie du chemin de fer de Vidalia, Rivière Rouge et Texas. *L'Etat* soutient que la subvention à la compagnie; et celle-ci s'engage à construire une voie partant de Vidalia (paroisse Concordia) en face Natchez, se dirigeant sur Alexandre (paroisse Rapides) et de là vers le Texas—à commencer ses travaux dans un délai de trois ans après le vote de la loi.

Voici les noms des incorporateurs: MM. Owen Mayo, J. W. Young, George W. Green, R. H. Harris, L. D. Aldrich, S. M. Preston, A. V. Davis, Wade H. Hough, Samuel H. Lambdin, Thomas Rober, G. Spencer, W. W. Spencer, John Bourke, Wm. T. Martin, A. T. Bowie, Paul A. Botto, D. L. Rivers, Noah Reddick, L. C. Spencer, J. H. Maxtaner, Freeman Breithaupt, A. A. Morris, R. C. Manning, H. S. Leese, Patrick O'Hara, Henry Boyce, Sam'l S. Bowman, J. Fridler, H. Clay Staples, Nathan Lewis, Q. A. Rea, J. Scriven, A. G. Ober, F. A. Hunt, G. B. Lood, E. J. Anthony, David Young, et George Washington.

La loi du Sénat ayant pour objet de donner les Water-works de la ville à la Compagnie des Nouvelle-Orléans Water-works Company" est lue pour la troisième fois. Proposition est faite de suspendre les règles pour procéder à la troisième lecture. La Chambre, refuse par 66 voix contre 19.

La Chambre vote ensuite les lois ci-après:

Loi d'incorporation du chemin de fer de Vicksburg, Shreveport et le Texas.

Loi faisant du Mardi-gras une fête légale.

Loi pour venir au secours des victimes de l'incendie de Mexico (paroisse Ouachita).

La séance est levée à 4 heures.

Séance du soir—La séance est reprise à 7 heures.

La Chambre refuse la suspension des règlements pour la troisième lecture de la loi des water-works—59 voix contre 26.

Elle en ajourne en conséquence le débat et reprend la discussion de la loi d'appropriations générales.

A la reprise de la séance, M. Dowden demande la suspension des règlements pour voter sur cette loi.

Le speaker refuse d'accéder à sa demande et cette l'ajournement.

La séance est levée.

Et une trouvaille du même journal:

Dans une liste de souscription pour le rachat du territoire, on trouve:

Mlle Léocadie Sparnate, une soirée de travail.....25 fr.

Cette modeste fille rend rêveur!

TEMPÉRATURE.—C. Dubanel, opticien, 26 février. Fahrenheit. Centigr.

6 heures A. M.	65	18°
3 P. M.	79°	26°
9 heures P. M.	70°	21°

ADRESSE
— du —
Comité Central Démocratique d'Etat.
— au —
PEUPLE DE LA LOUISIANE.

Le premier objet du comité en convoquant une Convention à une époque plus rapprochée que celle qui est été désignée, sous l'empire de circonstances exceptionnelles, est d'assurer et d'effectuer une organisation complète du parti démocrate dans tout l'Etat. La réalisation de ce résultat, comme chacun le sentira, est d'une importance trop grande pour admettre aucun délai, et la nécessité de remplir cette condition immédiate nous paraît si impérieuse encore par l'état actuel de l'Union, qui sera probablement fait de la législature sur l'enregistrement et les élections, que nous ferons fait tous nos efforts pour obtenir une modification des lois sur ce sujet, et des lois analogues, dans le seul but de rendre au peuple un droit si sacré que celui de voter lui-même. Les pouvoirs extraordinaires dont l'Exécutif a été armé, l'empêcheront pour fait de vente pendant dont il dispose, l'audace et la fréquence de ses actes d'usurpation pour frapper les hommes de son propre parti qui refusent de devenir ses adhérents personnels, ses actes répétés de trahison politique envers la race de couleur, dont les votes l'ont élevé au pouvoir, tout s'est combiné pour exciter dans l'esprit des républicains réformateurs du gouverneur les plus sérieuses appréhensions.

Les membres démocrates de l'Assemblée générale étaient numériquement trop faibles pour lutter, sans l'aide d'un parti républicains, avec la parti de l'Exécutif dans l'Assemblée Générale. Le gouverneur Warmoth avait résolu à faire échouer l'article de la Constitution qui le rendait ineligible pour un second terme, et en vue de son intérêt politique, par la défection des votants de couleur, il était devenu manifeste que l'abandon par lui d'aucun de ces pouvoirs politiques ou de son patronage, équivaudrait, en pratique, à son abdication. Ceux-là ont été assez aveugles et volontairement déçus qui ont pensé qu'il pouvait, personnellement ou politiquement, permettre qu'un mouvement sérieux ou pacifique eût pour résultat une seule loi dans l'intérêt du peuple. L'opinion qu'avait tout d'abord votre comité que le maintien de toutes ces lois infâmes et oppressives était indispensable à l'existence politique du gouverneur, c'est trouvé justifiée par le fait que, bien que la Législature, avec les deux Chambres en session, ait été, depuis deux semaines, occupée à légiférer, avec une majorité qui était entièrement aux ordres de l'Exécutif, se donner à réussi, comme il en avait eu l'intention, à violer toutes ces prohibitions de loi en faveur de la réforme et également toutes les offertes lentes dans la Législature pour obtenir des réformes. Il en sera résulté plus d'autre alternative que de nous engager dans une conspiration désespérée avec le gouverneur pour résister par la fraude à la volonté populaire et pour nous imposer la honteuse humiliation de l'aître gouverner, ou bien d'essayer d'obtenir par des moyens honorables le résultat désiré pour notre population.

Les vues et ces considérations nous ont portés à approuver et à endosser cordialement l'arrangement temporaire fait avec les républicains anti-warmouthistes dans le but d'obtenir certaines réformes désirées. Cet arrangement n'entraînait qu'une obligation de voter dans les deux Chambres, de la part de gens ayant, en intérêt commun et un intérêt commun, à accepter ni n'ai demandé ni accordé de compromis déshonorant. Dans les propositions arrêtées on a pris toutes les précautions pour qu'aucune signification politique ne pût être attachée à cette coalition pour la réforme. La coalition devait prendre fin comme elle a pris fin, par la limitation même de son objet, et chaque parti est sorti de cette combinaison d'efforts sans qu'on se confonde, après ainsi, son intégrité politique, modifié son attitude politique ou compromis les fins vers lesquelles il tend.

Il est inutile de récapituler les procédés révolutionnaires auxquels le gouverneur a eu recours, telles que la prise de pouvoir, par les armes, de l'organisation de la garde, le gouvernement, la convocation d'une session extraordinaire au moment où l'Assemblée générale était ajournée légalement en n'en donnant avis qu'à ses adhérents personnels, l'envoi de réquisitions réitérées au commandant local des troupes des États-Unis, l'occupation par la force armée du Grand Hôtel de la Chambre et d'un grand nombre de membres.

Nous ne mentionnons ces autres sans précédents que pour rappeler au peuple que le gouverneur n'a pas hésité et qu'il n'hésitera pas à prendre l'initiative d'une perturbation, au milieu de nous, toutes les fois qu'il découvrira qu'on oublie son autorité. Après ces événements, l'égalité par la force armée, contre une population entièrement désarmée, serait un procédé extraordinairement facile. Si, aujourd'hui, le peuple n'a pas le moyen de contrôler la législature, ce n'est parce qu'il n'a pas été fait, par la force, tous les efforts légaux et constitutionnels pour y parvenir, mais parce que ces efforts légaux n'ont pas été rétablis, et s'il a la perspective d'une élection tranquille en novembre, la responsabilité en retombera sur ceux qui ont mis leur confiance dans le gouverneur Warmoth, lequel a eu le temps, l'occasion et la puissance, mais non l'intention d'accéder aux demandes du peuple. Nous avons le triste devoir d'enregistrer le fait que la cause secondaire de notre impuissance à obtenir les réformes avantageux que nous pouvaisions, a été la défection de ces sénateurs et de ces représentants qui, nominés par les conventions démocrates, se sont alliés à la fortune politique de l'ennemi de leur peuple.

Cette convocation d'une convention n'est faite ni dans un esprit de parti, ni pour maintenir ou défendre la présidence d'attachement à un parti politique. A une époque où les intérêts matériels de l'État ont été le champ dans lequel se sont exercés les dépréciations et les vols de la Législature et de l'Exécutif, où chaque foyer, dans l'État, est affligé par la rançon qui a été le résultat de la législation des dernières années, où le peuple et le pays sont également les victimes de la spoliation législative et exécutive, où la question qui absorbe tout est celle de la taxe et où le cri de l'extrême pauvre est d'être délivré immédiatement des mauvaises administrations locales et d'État, le devoir élevé par le patriotisme et de faire taire la voix d'un simple intérêt de parti.

Le parti démocrate, se composant de ceux dont les intérêts matériels sont profondément et directement affectés par une mauvaise administration, est, par le fait même de son existence, un parti de réforme. Son but, son objet, son esprit, son principe cardinal, son programme, c'est la Réforme. La rigueur de ses attaques incessantes contre la corruption est le meilleur de son action politique, et sa répudiation énergique les frapper les fonctionnaires corrompus, qu'ils soient des républicains ou des démocrates sans conséquence. Son organisation puissante peut être employée avec efficacité comme agence pour accomplir la réforme.

Le parti démocrate a, maintenant, une vaste organisation politique qui, mise en mouvement, couvre, depuis la Sabine jusqu'à la Pascagoula, chaque ville et chaque village. Cette organisation, qui a été établie par les actions actuels d'un gouvernement corrompu, et dont l'existence est nécessaire aux chances actives, énergiques, qui travaillent et qui votent, de notre population. Le nom, dans la liste électorale, est devenu un symbole, son cri de ralliement, sa devise politique sera la Réforme, car, bien que le parti démocrate tienne à ses principes vérités et qu'il en donne la preuve dans l'action voulue à la politique nationale, il témoignera son appréciation de ses devoirs envers le peuple en n'empêchant à aucun de ceux-ci de considérer le renversement du gouvernement actuel d'Etat comme la question dominante. Le comité déclare solennellement qu'il doit prendre à la politique fédérale, à la délivrance de notre Etat opprimé par un mauvais gouvernement local. La nécessité de l'unité et de l'harmonie n'a jamais été plus impérieuse qu'en ce moment. Le parti démocrate, ayant la conscience de son pouvoir politique et résolu à ne pas abandonner la haute mission qui lui incombe de rendre au peuple le droit de se gouverner lui-même, ne se laissera pas décourager par les obstacles, dans ses expériences politiques soudaines ou tout occupées, par plus que le peuple ne se montrera disposé à accepter la suggestion de la dissolution du parti démocrate, suggestion émanant d'un parti dont les seuls antécédents sont en naissance inopportune.

Il est une question d'intérêt vital pour le peuple, sur laquelle le parti démocrate prendre une attitude décidée. Après l'enregistrement et lorsque les votes seront donnés, des moyens seront adoptés pour s'assurer si, par des moyens légaux et pacifiques, contre une corruption systématique. Si, aujourd'hui, le peuple n'a pas le moyen de contrôler la législature, ce n'est parce qu'on a pas été fait, par la force, tous les efforts légaux et constitutionnels pour y parvenir, mais parce que ces efforts légaux n'ont pas été rétablis, et s'il a la perspective d'une élection tranquille en novembre, la responsabilité en retombera sur ceux qui ont mis leur confiance dans le gouverneur Warmoth, lequel a eu le temps, l'occasion et la puissance, mais non l'intention d'accéder aux demandes du peuple. Nous avons le triste devoir d'enregistrer le fait que la cause secondaire de notre impuissance à obtenir les réformes avantageux que nous pouvaisions, a été la défection de ces sénateurs et de ces représentants qui, nominés par les conventions démocrates, se sont alliés à la fortune politique de l'ennemi de leur peuple.

Cette convocation d'une convention n'est faite ni dans un esprit de parti, ni pour maintenir ou défendre la présidence d'attachement à un parti politique. A une époque où les intérêts matériels de l'État ont été le champ dans lequel se sont exercés les dépréciations et les vols de la Législature et de l'Exécutif, où chaque foyer, dans l'État, est affligé par la rançon qui a été le résultat de la législation des dernières années, où le peuple et le pays sont également les victimes de la spoliation législative et exécutive, où la question qui absorbe tout est celle de la taxe et où le cri de l'extrême pauvre du peuple